



Déclaration liminaire de la FSU 58

CDEN du 20 avril 2026

Madame la Préfète, Madame la directrice académique,
Mesdames et messieurs membres du CDEN,

Nous souhaitons commencer ce temps de parole en relatant ici le sentiment de plusieurs élu·es et parents d'élèves, que nous partageons également.

Le 31 mars, lors du rassemblement organisé pendant la tenue du CSASD (Comité Social d'Administration Spécial Départemental), nous avons toutes et tous compris que la grille principale d'entrée à la DSDEN était condamnée en raison de la présence des manifestant·es.

Nous voulons vous dire ici que la méthode questionne quant à la confiance et au respect entre les différentes parties. Nous ne sommes pas dangereux, aucun parent, élu·e ou représentant·e syndical·e ne tenterait de pénétrer de force dans vos locaux, d'autant que le bâtiment est sécurisé par un interphone pouvant filtrer les entrées. Nos représentant·es syndicaux élu·es en CSASD ont été accueilli·es par la porte de service, comme ce fut déjà le cas la dernière fois.

Pour la FSU de la Nièvre, ce message que vous nous envoyez n'est pas le bon. Nos délégué·es ont été démocratiquement élu·es, et méritent à ce titre d'être mieux considéré·es.

Nous avons toujours été très respectueux dans l'expression de nos revendications, en toutes circonstances, et nous continuerons à l'être.

Egalement par rapport aux familles, vendredi 3 avril, une délégation de parents d'élèves a été reçue par Mme Lagrange Thibert ; une troisième maman d'élève attendait à l'extérieur de la DSDEN, soutenue par deux représentantes de la FSU SNUipp. Dès l'instant où la délégation de parents est entrée, la grille est restée close pour l'ensemble des personnels de la DSDEN, obligeant un agent technique à faire des allers-retours durant 40 minutes. Cette maman présente a évoqué son sentiment de honte par rapport à ce contexte de méfiance. Nous imaginons bien que ce n'était pas le but escompté par la direction académique. Mais le message a été ressenti comme une forme de mépris envoyé à la population.

Nous espérons donc vivement que ce que nous interprétons comme un manque de

considération ne se reproduira plus.

Revenons à ce CDEN

Depuis de trop nombreuses années, chaque préparation de rentrée est un crève-cœur et celle-ci ne fera, hélas, pas exception.

Nous assistons impuissant·es à une crise grave, majeure de l'enseignement public dans notre pays.

C'est une dérive, un naufrage, dans un contexte national de fin de régime, de montée inéluctable de l'extrême droite, de discours larmoyants sur les finances publiques qui ne peuvent plus financer l'éducation mais qui peuvent construire des porte-avions ou qui peuvent financer 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises (chiffre de 2023). Ce contexte national délétère est lui-même contraint dans un contexte mondial où des pouvoirs autoritaires et belliqueux tentent de régner sans partage. C'est une véritable défaite du Droit et de la Raison à laquelle nous assistons. Et plutôt que de résister fermement pour afficher une autre voie possible, tous les yeux se détournent et l'horizon de notre jeunesse est tellement assombri que même notre taux de natalité, exception française d'un temps où l'espoir devait encore exister, est en berne.

Alors ne croyez pas que l'état de notre service public d'éducation ne fasse pas partie des causes de cette désillusion. En effet, quel jeune parent est vraiment convaincu aujourd'hui qu'il peut confier son enfant à l'école publique et que tout va bien se passer, surtout si ce parent n'est pas issu d'un milieu favorisé ?

Notre école creuse les inégalités, notre école n'assure plus l'ascenseur social, notre école entasse ses élèves, notre école paie mal ses professeurs et ne les respecte pas, notre école n'est plus qu'un pilier bancal de la République, tenu à bout de bras par des personnels épuisés.

Nous redisons ces chiffres effrayants : en France 17 600 écoles fermées en 40 ans, l'équivalent de 4 classes fermées par jour depuis 2017. Vous allez nous opposer l'argument de la baisse démographique, encore et toujours, pour justifier ces choix. Personne n'est dupe autour de cette table.

Cette baisse démographique était une belle opportunité que personne n'a saisie. Elle pouvait permettre de faire significativement baisser le nombre d'élèves par classe, et ainsi optimiser les conditions d'accueil des jeunes et les conditions de travail des personnels. Alors nous nous retrouvons aujourd'hui encore dans le même état d'esprit que pour les cartes scolaires précédentes, avec la même volonté de vouloir croire en notre service public d'éducation, et le même sentiment d'impuissance face à vos décisions.

Nous avons, ces dernières semaines, malgré le calendrier très resserré, beaucoup travaillé avec les parents d'élèves, et nous mesurons leur inquiétude et souvent même leur détresse.

Alors que nous savons tous et toutes que l'investissement dans l'éducation est fondamental pour permettre de faire face aux défis qui nous attendent qu'ils soient sociétaux, environnementaux ou économiques.

Votre logique, celle des chiffres, l'hypocrisie de l'institution, qui voudrait faire croire que les conditions d'apprentissage des élèves seront garanties malgré ces retraits d'emplois, ne vous font pas honneur, quand on parle de l'avenir de toute une jeunesse, et au-delà, des principes de la République qui devraient garantir l'équité de ses citoyens, surtout face aux questions d'éducation des jeunes.

Un dernier mot pour l'ensemble des agentes et agents de l'Éducation Nationale qui sont nombreuses et nombreux à utiliser leur véhicule personnel tous les jours pour se rendre au travail et sont donc pleinement impactés par la hausse brutale du prix des carburants. Dans un département rural, nos collègues titulaires remplaçant·es, ou en service partagé, voient leurs revenus amputés de frais de transport en forte hausse. Évidemment nous ne faisons pas fi du contexte international dans lequel cette crise pétrolière s'inscrit. Un contexte marqué par des guerres impérialistes dont nous rappelons que les premières victimes sont des civils.

Et comme on le dit souvent, l'École n'est pas dans une bulle contre laquelle les maux de la société rebondissent.

Elle doit être porteuse d'un discours et d'une éducation à la Paix. Pour permettre à ses agents d'assurer cette mission, l'État se doit de les protéger, y compris face à l'augmentation de la précarité énergétique, plutôt que par exemple tout récemment s'attaquer à leur régime d'autorisation d'absence.

Aussi, la FSU appelle l'ensemble des personnels à faire du 1er mai une grande journée de mobilisation pour nos conditions de travail, nos revendications salariales et pour le service public d'Éducation. Les effets de la crise ne sont pas une fatalité : c'est un choix politique. Nous croyons fermement qu'une autre répartition des richesses est possible !